

Table des matières

Table des matières	VII
Abréviations	XIII
Introduction	1
Chapitre I. Droit des sociétés	11
<i>Section 1. Réglementations visant les sociétés de capitaux en général</i>	12
§ 1. Publicité	12
(A) Publicité obligatoire concernant la société	13
(B) Publicité obligatoire concernant les succursales	14
(C) Interconnexion des registres du commerce	15
§ 2. Validité des engagements sociaux	17
§ 3. Cas de nullité de société	18
<i>Section 2. Réglementations visant les sociétés par actions en particulier</i>	18
§ 1. Contenu des actes constitutifs	19
§ 2. Capital social minimal	20
§ 3. Distributions aux actionnaires	22
§ 4. Rachat de ses actions par la société	23
§ 5. Augmentation de capital	24
§ 6. Réduction de capital	25
<i>Section 3. Réglementations en matière de rapprochement de sociétés</i>	26
§ 1. Fusions et scissions internes	26
§ 2. Fusions transfrontalières	31
§ 3. Absence de cadre pour certaines opérations de rapprochement	40
(A) Scissions transfrontalières	40
(B) Scissions partielles et apports d'actifs internes et transfrontaliers	42
§ 4. Absence d'un cadre complet pour les transferts transfrontaliers de siège	42
§ 5. Absence d'un cadre complet pour les groupes de sociétés	58

<i>Section 4. Réglementations en matière comptable et d'audit</i>	62
§ 1. Établissement des comptes	63
§ 2. Audit des comptes	67
(A) Réglementations issues de la Directive Audit	68
(B) Réglementations issues du Règlement Audit	75
(C) Recommandations en matière d'audit	79
<i>Section 5. Réglementations visant les formes sociétaires européennes</i>	80
§ 1. Succès modeste de la société européenne	80
§ 2. Échec des autres formes sociétaires européennes	99
(A) La société coopérative européenne	99
(B) Le groupement européen d'intérêt économique	102
(C) La société privée européenne	103
(D) <i>La societas unius personae</i>	107
<i>Section 6. Réglementations visant les sociétés cotées</i>	109
§ 1. Réglementations en matière d'offres publiques	119
(A) Principes généraux et harmonisation	120
(B) Arrangements facultatifs et renvois aux droits nationaux	126
§ 2. Réglementations visant les administrateurs	128
(A) Rémunération des administrateurs	130
(1) Politique de rémunération	134
(2) Rapport sur la rémunération	136
(3) Impact <i>ex ante</i> de la Directive Engagement des Actionnaires	138
(B) Indépendance et nombre d'administrateurs	140
(C) Rôle des administrateurs non-exécutifs et des comités du conseil	141
(1) Comité de nomination	144
(2) Comité de rémunération	144
(3) Comité d'audit	145
(D) Diversité au sein des conseils	145
(1) Diversité professionnelle	146
(2) Diversité internationale	147
(3) Diversité hommes-femmes	147

§ 3. Réglementations visant les actionnaires	150
(A) Droits des actionnaires	150
(1) Droits en connexion avec les assemblées générales	151
(2) Droits concernant les transactions avec parties liées	158
(3) Droits visant les conseillers en vote	165
(4) Autres droits d'information	168
(B) Obligations des actionnaires	171
(1) Franchissement de seuils	172
(2) Identification des actionnaires	176
(3) Obligations à la charge des investisseurs institutionnels	178
§ 4. Réglementations relevant du droit financier	181
(A) Admission en bourse	185
(1) Conditions pour l'admission en bourse d'actions	187
(2) Conditions pour l'admission en bourse d'obligations	188
(B) Offres au public et prospectus	189
(1) Obligation de publier un prospectus et exemptions	190
(2) Établissement, contenu et forme du prospectus	193
(3) Approbation et publication du prospectus	199
(4) Passeport européen du prospectus	201
(C) Abus de marché	203
(1) Cadre général	204
(2) Régime des sanctions administratives	208
(3) Régime des sanctions pénales	210
(D) Obligations de transparence	212
(1) Information périodique	213
(2) Information continue	215
Chapitre II. Droit des affaires	217
<i>Section 1. Réglementations en matière de concurrence</i>	217
§ 1. Contrôle des concentrations	218
§ 2. Ententes	220
§ 3. Abus de position dominante	221
§ 4. Aides d'État	222

<i>Section 2. Réglementations en matière de fiscalité</i>	224
§ 1. Opérations de restructuration transfrontalières	224
(A) Fusions, scissions, scissions partielles, apports d'actifs, échanges d'actions	224
(B) Transfert du siège statutaire de SE ou SCE	228
§ 2. Sociétés mères et filiales d'États membres différents	229
§ 3. Impôts indirects frappant les rassemblements de capitaux	230
<i>Section 3. Réglementations en matière de travail</i>	233
§ 1. Droits d'information et de consultation des travailleurs	233
§ 2. Droits des travailleurs en cas de transfert d'entreprise	235
§ 3. Droits des travailleurs en cas de licenciements collectifs	237
§ 4. Comité d'entreprise européen	238
<i>Section 4. Réglementations en matière d'actions de groupe</i>	239
§ 1. Actions de groupe aux États-Unis	240
§ 2. Actions de groupe dans l'Union européenne	242
(A) Actions de groupe aux Pays-Bas	243
(B) Actions de groupe en France	244
(1) Actions de groupe en droit de la consommation	244
(2) Actions de groupe en d'autres matières	247
(C) Actions de groupe en Roumanie	250
Chapitre III. Bilan de l'harmonisation	254
<i>Section 1. Globalisation</i>	254
§ 1. Rapprochement global économique	254
§ 2. Rapprochement global culturel	257
<i>Section 2. Effacement de la division traditionnelle en familles juridiques</i>	260
§ 1. Américanisation de la <i>civil law</i>	265
§ 2. Civilisation du droit américain	267
<i>Section 3. Forces de pression sur l'évolution des réglementations</i>	269
§ 1. Compétition réglementaire pour sociétés	269
(A) Compétition réglementaire pour sociétés aux États-Unis	270
(B) Compétition réglementaire pour sociétés dans l'Union européenne	273
(1) Décomposition de la compétition en éléments d'offre et de demande	273

(2) Influence de la compétition sur l'évolution des réglementations	285
§ 2. Influence des parties prenantes et des partenaires sociétaires	294
(A) Moyens de pression des parties prenantes	294
(1) Créditeurs	295
(2) Salariés	295
(3) Consommateurs	296
(B) Moyens de pression des partenaires sociétaires	297
(1) Auditores	298
(2) Avocats	298
<i>Section 4. La distinction entre sociétés privées et cotées comme summa divisio</i>	301
§ 1. Évolution du droit européen	301
§ 2. Évolution des droits nationaux	303
Index	311